

**DECISION N°076/2023/ARCOP/CRD/DEF DU 29 NOVEMBRE 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE L'ENTREPRISE HIGH SOFT
CONTESTANT LE REJET DE SON OFFRE CONCERNANT LA DEMANDE DE
PROPOSITIONS (DP) RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME
D'INFORMATION DES RESSOURCES HUMAINES TERRITORIALES (SIRHT),
LANCEE PAR LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE LOCALE
ET DE LA FORMATION (CNFPLF).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 2022-07 du 19 avril 2022, modifiant la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2023-832 du 5 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des marchés publics ;

VU le décret n° 2023-833 du 28 décembre 2023 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARCOP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 0002 portant élection des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARCOP ;

Vu le recours de l'entreprise HIGH SOFT, reçu le 10 novembre 2023 ;

VU la quittance de n° 10001202300551155 du 10 novembre 2023 attestant des frais de procédure ;

Monsieur Serigne Adama BOYE, Commissaire à l'instruction des recours, entendu en son rapport ;

En présence de monsieur Mamadou DIA, Président, de messieurs Alioune NDIAYE, Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du CRD ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARCOP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

**AUTORITÉ DE RÉGULATION
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**
ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, les faits et moyens exposés ci-après :

Par courrier du 10 novembre 2023 à l'ARCOP, reçu et enregistré au secrétariat du CRD le 13 novembre 2023 sous le numéro 231/CRD, l'entreprise HIGH SOFT conteste la décision du Centre national de la Fonction publique locale et de la Formation (CNFPLF) portant attribution du marché relatif à la demande de propositions (DP) pour la mise en place d'un système d'information des ressources humaines territoriales (SIRHT).

SUR LES FAITS

Le CNFPLF a obtenu de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), le 26 septembre 2023, un avis de non objection (ANO) sur la passation de la DP en procédure d'urgence. Le CNFPLF a lancé, le 29 septembre 2023, la procédure de sélection d'un cabinet pour la mise en place d'un SIRHT. Au total les cinq (05) cabinets suivants ont été présélectionnés et invités à soumettre leurs propositions :

- 1- ADNET CONSULTING CORP LTD – SARL : n° 9406 Sacré-cœur III, Dakar – Sénégal ; NINEA : 005192315 ; Tél. 77 611 22 22 ; Email : contact@adnet-consulting.fr ;
- 2- HIGH SOFT : n° 97 Hann Mariste I Dakar – Sénégal ; NINEA : 004304474 2CI ; Tél. 77 567 81 84 ; Email : contact@highsoftgroup.com ;
- 3- AGILE WAY INTERNATIONAL : Immeuble Yeeya Thierno, AD02 Keur Gorgui, Dakar – Sénégal ; NINEA : 004843620 ; Tél. 33 864 65 77 ; Email : contact@awaconsulting.com ;
- 4- IES (INFO-ELEC-SERVICES) : n° 110 Aynoumane III, Pikine, Dakar – Sénégal ; NINEA : 25499812TI ; Tél. 77 657 65 06 ; Email : iesinfoelec@gmail.com ;
- 5- INCLUSIVE IT : n° 85 C&E Sacré-cœur III, Pyrotechnie : NINEA : 007964994 ; Tél. 78 303 00 13 ; Email : contact@inclusiveit.sn.

A l'ouverture des plis, le 9 octobre 2023, quatre (04) plis ont été reçus. Le comité technique d'évaluation des propositions techniques a déposé son rapport le 11 octobre 2023 au terme duquel deux (02) propositions ont été retenues.

Le CNFPLF a, par courrier courrier reçu le 24 octobre 2023, notifié aux cabinets qualifiés techniquement, HIGH SOFT et AGILE WAY INTERNATIONAL, leurs résultats et les a invités à l'ouverture des propositions financières prévue le 25 octobre 2023.

**AUTORITÉ DE RÉGULATION
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ

A l'issue de l'évaluation globale basée sur la méthode qualité-coût, et après l'avis de non objection de la DCMP, la commission des marchés du Centre national de la Fonction publique locale et de la Formation a procédé le 3 novembre 2023 à la notification des résultats de l'évaluation aux deux soumissionnaires.

Informée par lettre reçue le 6 novembre 2023 de sa non-sélection, l'entreprise HIGH SOFT a introduit un recours gracieux reçu le 8 novembre 2023 par le CNFPLF pour être édifiée sur le processus d'évaluation des offres. La requérante a obtenu, le 9 novembre 2023, la réponse de l'autorité contractante qui ne lui donnait pas satisfaction. Elle a saisi alors le CRD d'un recours contentieux, le 10 novembre 2023.

Par décision n° 049/ARCOP/CRD/SUS du 15 novembre 2023, le CRD a déclaré la saisine recevable et ordonné la suspension de la procédure.

Par courrier du 23 novembre 2023, reçu le même jour, le CNFPLF a transmis les documents demandés par l'ARCOP pour permettre l'instruction du dossier.

SUR LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

High S, au soutien de sa requête, estime que sa proposition n'a pas été bien évaluée, sans en donner les détails.

Par ailleurs, elle remet en cause la régularité de la procédure du fait que l'ouverture des offres financières est prévue le lendemain de la réception de la notification des résultats de l'évaluation des propositions techniques.

SUR LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

La Direction générale du CNFPLF soutient que l'entreprise requérante a reçu, le 24 octobre 2023, l'information selon laquelle sa proposition technique a été jugée techniquement conforme et qu'elle a été retenue pour l'ouverture financière.

Toutefois, suite à la combinaison des notes techniques et financières des candidats conformément aux critères fixés au point 17.4 des données particulières de la DP, la proposition de l'entreprise HIGH SOFT s'est classée deuxième derrière l'entreprise AGILE WAY INTERNATIONAL.

A cet effet, l'autorité contractante s'étonne de la réaction de la requérante qui, dit-elle, dispose d'une copie du procès-verbal d'ouverture des propositions financières qui lui a été remise en pièce jointe dans la réponse à son recours gracieux.

ARCOP SÉNÉGAL

Rue Alpha Hachamiyou TALL X Rue Kléber - BP : 11 303 Dakar Peytavin (Sénégal)

Tél : +221 33 889 11 60 - Numéro vert : 800 00 81 81 - Courriel : arcop@arcop.sn

ISO 9001 : 2015 N° AFR 21.00047 FR

www.arcop.sn

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte des faits qui la soutendent que le litige porte sur la régularité de l'évaluation de la proposition technique de la requérante et du respect des délais de notification des résultats de cette évaluation.

AU FOND

- Sur la note technique des candidats

Considérant que l'article 81.e du Code des marchés publics (CMP) dispose que l'ouverture des propositions s'effectue en deux temps. Les propositions techniques sont ouvertes dans un premier temps et évaluées conformément aux critères définis. Seuls les soumissionnaires qualifiés ayant présenté des offres techniquement conformes sont invités dans un second temps à l'ouverture des propositions financières ;

Considérant que la clause 17.4 des données particulières de la Demande de propositions prévoit en cas de sélection par qualité-coût, la proposition financière la moins disante (Fm) recevra une note maximum (Sf) de 100 points ;

Qu'également, les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : T = 0,8 et P = 0,2 ;

Considérant que la proposition technique prévoit un critère de notation de 100 points avec une note technique minimale exigée de 75 points, sous peine de rejet ;

Que, la répartition des points pour chaque poste ou discipline obéit à trois (03) sous-critères et trois (03) pourcentages de pondération que sont les qualifications générales (20 %), la pertinence de la mission (20 %) et la qualification et la compétence (60 %) ;

Qu'il ressort du rapport d'évaluation des propositions techniques le tableau de notation des candidats qualifiés suivant ;

Nom des candidats / Classement	Critères	Notes techniques/100 pts
HIGH SOFT : 1 ^{er}	• Expérience :	04/5
	• Conformité (plan de travail et méthode)	48/50
	• Qualification et compétence du personnel clé	39/45
	• Note globale	91
	• Note pondérée	72,8 (soit 91x 0,8)

ARCOP SÉNÉGAL

Rue Alpha Hachamiyou TALL X Rue Kléber - BP : 11 303 Dakar Peytavin (Sénégal)

Tél : +221 33 889 11 60 - Numéro vert : 800 00 81 81 - Courriel : arcop@arcop.sn

ISO 9001 : 2015 N°. AFR 21.00047 FR

www.arcop.sn

**AUTORITÉ DE RÉGULATION
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**
ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ

AGILE WAY INTERNATIONAL : 2ème	• Expérience :	05/5
	• Conformité (plan de travail et méthode)	44/50
	• Qualification et compétence du personnel clé	41/45
	• Note globale	90
	• Note pondérée	72 (soit 90 x 0,8)

Qu'à ce niveau de la proposition technique, l'entreprise HIGH SOFT obtient 91/100 points et l'entreprise AGILE WAY INTERNATIONAL 90/100 points,

Qu'en application de la pondération de ces notes, HIGH SOFT se retrouve avec $91 \times 0,8 = 72,8$ et pour AGILE WAY INTERNATIONAL $90 \times 0,8 = 72$;

Qu'il en résulte une application conforme aux termes de la DP ;

Considérant la saisine de l'entreprise HIGH SOFT qui porte sur, d'une part, sa note technique et, d'autre part, l'attribution provisoire du marché ;

Que, cependant, la requérante n'a pas invoqué une violation caractérisée de la réglementation ni montré en quoi sa proposition a été lésée à l'évaluation technique ;

Que, par ailleurs, le CRD ne peut se substituer à l'autorité contractante pour reprendre l'évaluation technique sans grief précis ;

Que, par conséquent, la décision de la commission des marchés compétente est justifiée ;

- *Sur la combinaison des notes des propositions techniques et financières*

Considérant les données particulières de la DP qui stipulent que « la formule utilisée pour établir les notes financières est la suivante : soit $Sf = 100 \times Fm / F$, Sf étant la note financière, Fm la proposition la moins disante et F le montant de la proposition considérée. Les propositions seront classées (...), comme indiqué dans les données particulières : $S = St \times T\% + Sf \times P\%$. Le candidat ayant obtenu la note technique et financière combinée la plus élevée sera invitée à des négociations » ;

Considérant que les propositions financières des deux candidats HIGH SOFT et AGILE WAY INTERNATIONAL s'élèvent respectivement à cent soixante-onze millions cent cinquante-neuf mille (171 159 000) francs CFA, toutes taxes comprises et à cent cinquante-neuf millions deux cent soixante-seize mille quatre cents (159 276 400) F CFA TTC ;

Considérant que l'évaluation des propositions financières suivant la formule retenue donne les résultats suivants :

- pour HIGH SOFT $100 \times 159\,276\,400 / 171\,159\,000 = 93,057$; et
- pour AGILE WAY INTERNATIONAL $100 \times 159\,276\,400 / 159\,276\,400 = 100$;

Que, par pondération des notes financières, le candidat HIGH SOFT obtient 18,61 et AGILE WAY INTERNATIONAL 20 ;

Qu'ainsi, le candidat AGILE WAY INTERNATIONAL ayant obtenu la meilleure note combinée, est classé premier à l'issue de la procédure ;

Qu'à cet égard, la décision de la commission des marchés est justifiée ;

- *Sur la notification de l'évaluation technique*

Considérant que selon le point 17.1 des instructions aux candidats, à l'issue de l'évaluation de la qualité technique, l'autorité contractante informe les candidats des notes techniques obtenues par leurs propositions ;

Qu'en l'espèce, le CNFPLF a accordé aux candidats un délai de 24 heures pour l'ouverture des propositions financières ;

Que, même si les candidats ont répondu à cette invitation et qu'elle invoque l'urgence dans la procédure, l'autorité contractante doit observer un délai raisonnable tenant compte des délais de recours des candidats ;

Qu'ainsi, la tardiveté du recours de la requérante invoquée par le CNFPLF sur l'évaluation technique ne se justifie pas dès lors que l'autorité contractante n'a pas permis l'exercice de ce recours en convoquant l'ouverture financière des propositions immédiatement après la notification des notes techniques ;

Qu'en considération de tout ce qui précède, la décision de l'autorité contractante d'écarter l'offre du candidat HIGH SOFT est, pour l'essentiel, justifiée ;

Qu'en conséquence, il y a lieu d'ordonner la poursuite de la procédure de passation du marché litigieux ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare recevable le recours de l'entreprise HIGH SOFT ;
- 2) Constate que la notation des différentes propositions et le classement des candidats prévu par la demande de propositions sont établis sur la base de critères de sélection par la méthode qualité-coût combinant les notes techniques et financières ;
- 3) Constate que l'entreprise AGILE WAY INTERNATIONAL, bien que légèrement devancée dans les notes techniques, a présenté la proposition financière la moins onéreuse ;
- 4) Dit qu'ainsi, le choix de la commission des marchés respecte la méthode d'évaluation basée sur la qualité technique et le coût prévue par la Demande de propositions ;
- 5) Dit que, sous ce rapport, l'attribution provisoire est justifiée ;
- 6) Dit que le grief soulevé par la requérante n'est pas fondé sur ce point ;
- 7) Constate qu'un délai très court a été accordé aux candidats invités à l'ouverture des propositions financières ;
- 8) Dit que l'autorité contractante doit observer un délai raisonnable tenant compte des délais de recours des candidats même dans une procédure d'urgence ; que le CNFPLF ne peut, par conséquent, invoquer la tardiveté du recours de la requérante sur l'évaluation technique ;
- 9) Dit que, pour l'essentiel, la décision de l'autorité contractante d'écarter l'offre de l'entreprise HIGH SOFT est justifiée ;

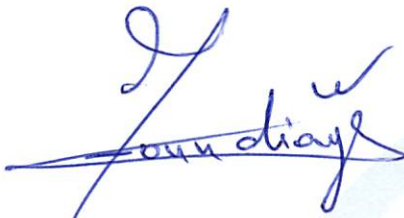
- 10) Déclare le recours mal-fondé et le rejette ;
- 11) Ordonne la continuation de la procédure de passation ;
- 12) Dit que le Directeur général de l'ARCOP est chargé de notifier à l'entreprise HIGH SOFT, au Centre national de la Fonction publique locale et de la Formation (CNFPLF) et à la DCMP, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président, PO



Alioune NDIAYE

Les membres du CRD


Moundiaïe CISSE


Mbareck DIOP

Pour Le Directeur Général
par ordre



Khadijetou Dia LY-DRHAGE